

République Française

Département de Saône et Loire

Arrondissement de Charolles

**SEANCE DU 27 OCTOBRE 2021**

Date de convocation  
30 septembre 2021

Nombre de Membres en exercice : 14  
Nombre de Présents : 7  
Nombre de Pouvoirs : 2  
Nombre de votants : 9

**2021-030**

**Extrait du registre des décisions du Bureau**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept octobre, à neuf heures trente, les membres du Bureau du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Charolais Brionnais se sont réunis à Paray le Monial, sur la convocation, en date du vingt-neuf septembre deux mille vingt et un, qui leur a été adressée par Monsieur Jean-Marc NESME, président.

**ETAIENT PRESENTS :**

Pierre BERTHIER, François de BELIZAL, Stéphane HUET, Bernard LABROSSE, Jean-Marc NESME, Denis PROST, Georges ROUSSELET  
Stéphanie DUMOULIN en tant qu'invitée

**POUVOIRS, ABSENTS OU EXCUSES :**

André ACCARY, David CORDEIRO, Fabien GENET (pouvoir à Jean-Marc NESME), Gérald GORDAT, Edith GUEUGNEAU, Christian LAVENIR (pouvoir à Pierre BERTHIER), Dominique LOTTE sont excusés.

**Projet de territoire du Pays Charolais-Brionnais  
Axes et Orientations**

*Rapporteur : Pierre BERTHIER*

Selon l'article L5741-2 du Code général des collectivités territoriales, le projet de territoire du PETR est révisé, dans les mêmes conditions que celles qui ont présidées à son élaboration, dans les 12 mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent.

Le projet de territoire est élaboré/révisé pour le compte et en partenariat avec les établissements publics de coopération intercommunale qui le composent.

Le projet de territoire définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social dans le périmètre du pôle d'équilibre territorial et rural. Il précise les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique qui sont conduites par les établissements publics de coopération intercommunale ou, en leur nom et pour leur compte, par le pôle d'équilibre territorial et rural. Il doit être compatible avec les schémas de cohérence territoriale applicables dans le périmètre du pôle. Il peut comporter des dispositions relatives à toute autre question d'intérêt territorial.

Le projet de territoire est soumis pour avis à la conférence des maires et au conseil de développement territorial et approuvé par les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui composent le pôle d'équilibre territorial et rural et, le cas échéant, par les conseils départementaux et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

Sa mise en œuvre fait l'objet d'un rapport annuel adressé à la conférence des maires, au conseil de développement territorial, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du pôle et aux conseils départementaux et conseils régionaux ayant été associés à son élaboration.

Pour la mise en œuvre du projet de territoire, le pôle d'équilibre territorial et rural, d'une part, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui composent le pôle et le cas échéant, les conseils départementaux et les conseils régionaux ayant été associés à son élaboration, d'autre part, concluent une convention territoriale déterminant les missions déléguées au pôle d'équilibre territorial et rural par les établissements publics de coopération intercommunale et par les conseils départementaux et les conseils régionaux pour être exercées en leur nom.

La convention fixe la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des établissements publics de coopération intercommunale, des conseils départementaux et des conseils régionaux sont mis à la disposition du pôle d'équilibre territorial et rural.

Le projet de territoire sert de fondement aux différentes contractualisations : programme européen Leader, contrat de ruralité avec l'Etat, contrat CAP territoire avec la Région qui seront à renouveler dans les prochains mois.

La stratégie du GAL (Groupe d'acteurs locaux) qui gère le programme Leader (2015-2020) a servi de projet de territoire (délibération du comité syndical du PETR du 26 octobre 2015).

La stratégie du GAL découle elle-même des 3 axes stratégiques du SCOT :

- Reconnaître, préserver et valoriser l'identité rurale moderne du Pays Charolais-Brionnais comme ressource et opportunité pour son développement et son attractivité
- Accompagner les mutations en cours : économiques, industrielles, agricoles, sociales, du Pays Charolais-Brionnais et promouvoir un territoire innovant, durable, ouvert et connecté
- Organiser un territoire de proximité pour soutenir le développement équilibré et solidaire du Pays Charolais-Brionnais

Par ailleurs, le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, dont celles de la biodiversité, de l'énergie et du climat, etc. Il permet d'établir un projet de territoire qui anticipe les conséquences du dérèglement climatique, et les transitions écologique, énergétique, démographique, numérique...

Les ordonnances du 18 juin 2020 portant sur la modernisation des SCOT et la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme stipulent que « Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) est supprimé et remplacé par le « Projet d'aménagement stratégique » (PAS) qui devient la première pièce du schéma. Ce PAS définit « les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de vingt ans sur la base d'une synthèse du diagnostic territorial et des enjeux qui s'en dégagent » ; il tient lieu de projet de territoire pour un PETR.

L'actualisation du projet de territoire doit permettre de poursuivre les missions en cours et de définir les priorités.

À partir du projet de territoire, il s'agira de préparer les contractualisations : le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) avec l'Etat, le contrat territorial avec la Région et la nouvelle candidature Leader.

Plusieurs réunions de travail ont été organisées en 2021 dans les locaux de la communauté de communes Le Grand Charolais. Ont été invités à participer à ces réunions : les vice-présidents du PETR, les présidents et les DGS/DGA des communautés de communes, les services du PETR.

À l'issue de ces réunions, un document a été produit (document en annexe de la délibération). Il contient des grands objectifs, trois grands axes stratégiques déclinés en orientations.

**Le Bureau, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et représentés :**

- Approuve les axes et orientations du projet de territoire du Pays Charolais-Brionnais tels que présentés dans le document ci-joint en annexe.
- Autorise le Président à signer tous les documents correspondants



Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
Jean-Marc NESME